Luxemburger Wort
Samstag und Sonntag, den 1./2. Dezember 2018

Systèmes scolaires en question(s) (2/3)

La voix de l'OCDE

PAR GASTON TERNES *

Si le classement des pays représente le maillon faible du dispositif PISA, les nombreuses données collectées régulièrement par l'OCDE dans ces tests fournissent néanmoins des données statistiques concernant les systèmes scolaires actuels.

Flash sur le rapport annuel de 2018: «Regards sur l'éducation» [1]

Le 11 septembre 2018, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a publié son dernier rapport annuel intitulé «Regards sur l'éducation» (Education at a glance). Cet ouvrage de référence analyse les données-clés de la structure, du financement et de la performance des systèmes éducatifs de 35 pays de l'OCDE, ainsi que d'un certain nombre de pays partenaires.

Plus de cent tableaux et graphiques servent à analyser des thèmes aussi variés que l'impact de l'apprentissage dans les différents pays, l'accès à l'éducation, la participation et la progression au sein des différents systèmes scolaires, les ressources financières investies dans l'éducation, la formation des enseignants, l'environnement d'apprentissage et l'organisation scolaire.

L'édition de 2018 se distingue notamment par un chapitre entier consacré à l'équité des systèmes scolaires. L'objectif en est de discerner l'influence de facteurs tels que la formation des parents, le statut migratoire ou le sexe, sur les résultats scolaires et sur les débouchés professionnels qui en découlent. Il s'agit notamment d'étudier les moyens déployés par les différents pays pour assurer l'égalité d'accès à une éducation de qualité à tous les niveaux. Il faut savoir cependant que les données recueillies concernant les performances des élèves reposent toujours sur les épreuves PISA (Programme for International Student Assessment /Programme pour le suivi des acquis des élèves) des années 2000 à 2015 et non sur les épreuves de 2018 dont les résultats ne seront accessibles qu'en décembre 2019. Un autre nouveau volet de ce rapport de 2018 est celui de la répartition du pouvoir de prise de décision dans un contexte d'autonomie élargie pour les différents établissements scolaires.

Voici quelques constantes résultant du rapport de 2018:

A) Les différences entre les sexes durant les études

Avec 60 % de l'effectif de redoublants, les garçons réussissent significativement moins bien à l'école que les filles. Les hommes sont moins susceptibles que les femmes d'être diplômés de l'enseignement tertiaire [2]: en moyenne, concernant le groupe d'âge des 25 à 34 ans dans les pays de l'OCDE, 38 % des hommes décrochent un diplôme universitaire, contre 50 % des femmes (données de 2017). Cet écart entre les sexes a augmenté au cours des dix dernières années.

B) L'impact du milieu socio-économique

En général, l'OCDE dénote un lien incontestable entre la réussite scolaire des jeunes dont l'un des parents au moins est diplômé de l'enseignement tertiaire. Le rapport spécifie que deux tiers des personnes âgées de 25 à 64 ans dont les parents n'ont pas terminé avec succès l'enseignement secondaire, dépassent le niveau de formation de leurs parents, mais que la plupart d'entre eux s'orientent vers une filière professionnelle ou pratique dès l'âge de 15 ans.

C) L'impact du contexte migratoire

Il y a lieu de distinguer les jeunes immigrés de première génération (c'est-à-dire, ceux nés à l'extérieur de leur pays d'accueil de même que leurs parents), respectivement de deuxième génération (jeunes nés au pays d'accueil dont les parents sont nés à l'étranger). Le document «Aider les étudiants immigrés à réussir à l'école et au-delà» [3] de l'OCDE précise que dans la plupart des pays, les étudiants immigrants de première génération réussissent significativement moins bien que les jeunes sans contexte migratoire, respectivement ceux de seconde génération dont les performances se situent entre les deux autres catégories.

Le degré d'autonomie accordé aux écoles au Luxembourg est l'un des plus faibles de tous les pays participant aux études. (PHOTO: GUY JALLAY)

Andreas Schleicher [4] précise que les contextes des différents pays divergent fortement, selon l'importance de l'afflux de jeunes immigrants ou de demandeurs d'asile, selon le fait que la langue maternelle est différente de la langue parlée dans la communauté d'accueil et selon le statut socioéconomique des familles: tous les systèmes ne sont pas confrontés simultanément à ces trois défis. [5]

Conjointement à l'ouvrage de référence, l'OCDE a publié un document spécifique [6] pour le Luxembourg.

Recommandations issus du rapport dédié au Luxembourg

Dans la note de l'OCDE concernant le Luxembourg, on peut lire plusieurs indicateurs positifs allant dans le sens d'une meilleure équité, à savoir:

1) Les dépenses des ménages pour l'enseignement préscolaire, fondamental ou secondaire sont très réduites par rapport à la moyenne des autres pays afin de garantir à chacun les mêmes chances d'accès à l'éducation [7].

2) Le pourcentage de «NEETs» [8] de 15 à 29 ans (les jeunes qui ne sont ni en situation d'étude, d'emploi ou de stage) est sensiblement inférieur à la moyenne de l'OCDE (nés au Luxembourg: 6 % contre 13 %; nés à l'étranger: 11 % contre 18 % en moyenne OCDE) [9].

3) La part des jeunes de 25 à 34 ans ayant une qualification tertiaire au Luxembourg a progressé de 36 % en 2007 à 51 % en 2017 (comparé à 34 % et 44 % en moyenne des pays de l'OCDE).

Les offres de structures d'éducation et d'accompagnement (foyers d'accueil, crèches, ...) pour les enfants en bas âge instaurées au Luxembourg sont pour l'OCDE un levier important en faveur d'une plus grande équité, puisqu'elles permettent de construire des bases d'apprentissage communes. L'OCDE note néanmoins que les familles au Luxembourg qui s'appuient sur une mère à formation tertiaire y recourent à 64 %, contre 49 % des familles si la mère n'a pas eu de formation tertiaire.

Notons par ailleurs que le climat scolaire dans les écoles luxembourgeoises est jugé positivement [10] et que le phénomène d'anxiété scolaire est l'un des plus réduits (indice 0.16 PISA rang 46 sur 55 pays).[11]

Finalement, le Luxembourg vit une situation tout à fait particulière en ce qui concerne ***le contexte migratoire des élèves de quinze ans***: Voir graphique ci-contre[12].

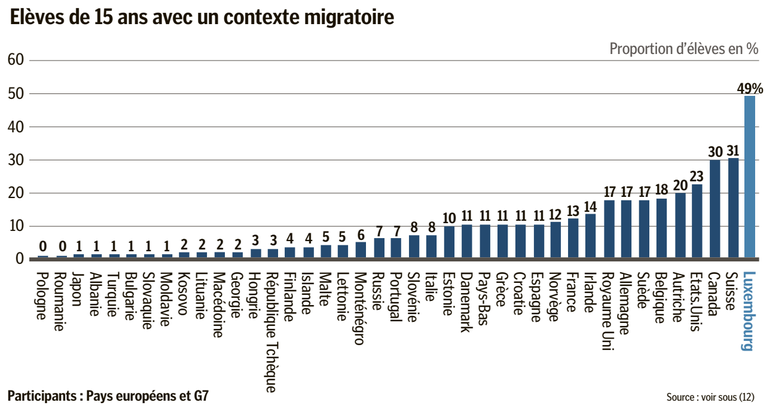
Ce contexte migratoire – qui constitue aussi la richesse de notre environnement scolaire multiculturel quotidien – suscite depuis des années une série de réflexions fondamentales au niveau de la politique éducative du Luxembourg.

L'OCDE recommande au Luxembourg de réduire le taux de redoublement élevé (26 % d'élèves ont redoublé dans l'enseignement fondamental ou secondaire; rang 11 sur 58 pays [13]). Il s'agit notamment de prévenir le redoublement – celui du second cycle de l'enseignement secondaire étant particulièrement élevé – en identifiant très rapidement les causes du retard scolaire et en agissant en conséquence.

En outre, l'OCDE note que le degré d'autonomie accordé aux établissements au Luxembourg est l'un des plus faibles de tous les pays participant aux études (rang 26 sur 39 pays pour l'organisation scolaire) [14]. Or, l'OCDE voit dans le développement d'initiatives sur le terrain un levier principal d'amélioration de la qualité scolaire[15].

Si dans un premier article, j'ai voulu inviter à une lecture nuancée du «classement» du Luxembourg dans les épreuves PISA, l'objectif de ce deuxième volet est de rapporter objectivement quelques éléments-clés du dernier rapport de l'OCDE en rapport avec le système scolaire.

C'est sur cette base de données que j'aimerais m'appuyer pour aborder le troisième volet et formuler quelques réflexions personnelles concernant le système scolaire luxembourgeois. Certes, nul n'ignore qu'il s'agit d'un sujet complexe, voire épineux et souvent remis en question face à une société en mouvement perpétuel, mais dont le souci majeur devrait toujours rester l'avenir des jeunes qui lui, repose fondamentalement sur l'éducation.



* L'auteur est Directeur honoraire du Lycée Aline Mayrisch Luxembourg.

1 OCDE (2018), Regards sur l'éducation 2018, Les indicateurs de l'OCDE, Editeur OCDE, 486 p.

2 L'enseignement tertiaire comprend l'enseignement supérieur non universitaire (2 à 4 ans) et l'enseignement universitaire (4 à 6 ans).

3 OCDE (2015), Helping immigrant students to succeed at school – and beyond, Editions de l'OCDE.

4 Andreas Schleicher est le Directeur de la «Direction de l'OCDE pour l'éducation et les compétences». C'est lui qui coordonne e. a. les épreuves PISA depuis 2000.

5 OCDE (2015), Helping immigrant students to succeed at school – and beyond, Editions de l'OCDE, p. 3

6 OCDE (2018), Country Note Luxembourg. Education at a Glance, Editions OCDE

7 Au préscolaire, les dépenses des ménages sont de 1,8 % par rapport à 17,2 % en moyenne des pays de l'OCDE et de 2,6 % par rapport à 9,1 % au fondamental et au secondaire

8 L'acronyme NEET est utilisé pour un jeune qui n'est pas en éducation, emploi ou stage (Not in Education, Employment, or Training).

9 Source: Country Note Luxembourg. Education at a Glance, Editions OCDE, p. 5

10 http://gpseducation.oecd.org, Country profile Luxembourg, 15,7 % des jeunes de 15 ans estiment être intimidés au moins quelques fois par mois, rang 45/53 pays étudiés, données de 2015

11 Ibid.

12 Source: Présentation des résultats de l'édition de PISA 2015 (Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, 6 décembre 2016, p. 13)

13 Source OCDE, Base de données PISA 2015, tableaux II.5.9, II.5.10 et II.5.11

14 Source OCDE (2018), Indicateur D6: Qui prend les décisions-clés dans les systèmes d'éducation?, Table D6.4a

15 Ces deux points seront repris et commentés dans le dernier volet de cette série de trois articles.

Besserer Schutz für Frauen

PSVI, die Initiative zur Bekämpfung von sexueller Gewalt

VON JOHN MARSHALL *

Vom 25. November bis zum 10. Dezember werden weltweit „16 Days of Activism" begangen. Einer der vielen Werte, die das Vereinigte Königreich und Luxemburg teilen, ist die Überzeugung, dass Gesellschaften mehr tun müssen, um der Gewalt gegen Frauen ein Ende zu setzen. Beide Länder sind auch führend, wenn es darum geht, sexuelle Gewalt in kriegerischen Auseinandersetzungen zu beenden. Hier in Luxemburg setzt sich Großherzogin Maria Theresa in starkem Maße für eine bessere Unterstützung der Opfer dieser schrecklichen Verbrechen ein.

Im Vereinigten Königreich haben wir im Jahre 2012 die Initiative zur Verhinderung von sexueller Gewalt (PSVI) ins Leben gerufen. Gründer der Initiative sind der damalige Außenminister William Hague und Angelina Jolie, die Sonderbotschafterin für das UNO-Hochkommissariat für Flüchtlinge. Ziel ist die Sensibilisierung für das Ausmaß von sexueller Gewalt gegen Frauen, Mädchen und Jungen in bewaffneten Konflikten sowie die Bündelung weltweiter Aktionen, um diese zu beenden.

Vergewaltigung und andere Formen der sexuellen Gewalt werden als Kriegswaffen benutzt. Die Verbrechen gehen von einzelnen Gewalttaten bis hin zu Folter und systematischen Kampagnen zur ethnischen Säuberung.

Das Ausmaß der sexuellen Gewalt ist wahrhaft abscheulich. Die Vereinten Nationen schätzen, dass im Bürgerkrieg von Sierra Leone zwischen 1991 und 2002 mehr als 60 000 Frauen vergewaltigt wurden. In der Demokratischen Republik Kongo waren es seit 1998 mindestens 200 000, in Liberia zwischen 1989 und 2003 über 40 000 und im ehemaligen Jugoslawien zwischen 1992 und 1995 bis zu 60 000.

Die Überlebenden von sexueller Gewalt in kriegerischen Auseinandersetzungen werden in ihrer Gemeinschaft oft geächtet und von ihren Familien verstoßen. Ohne Aussicht auf Gerechtigkeit bleiben sie von jeglicher Unterstützung abgeschnitten.

Wir haben unsere Anstrengungen verstärkt, um das Stigma sowie negative Einstellungen und Missverständnisse zu überwinden. Diese verursachen zusätzliches Leid für Opfer und Kinder, die nach Vergewaltigung geboren wurden.

Beim „Global Summit to End Sexual Violence in Conflict" im Jahre 2014 hat das Vereinigte Königreich der Welt gesagt, dass die Zeit zum Handeln gekommen sei (#TimeToAct). Mit 1 700 Teilnehmern und 123 Länderdelegationen einschließlich 79 Ministern war dies die größte Zusammenkunft, die jemals zu diesem Thema stattgefunden hat. Bei diesem Gipfeltreffen wurden praktische Schritte vereinbart, um etwas gegen die Straffreiheit bei Vergewaltigung als Kriegswaffe zu unternehmen und ein globales Umdenken hinsichtlich dieser Straftaten einzuleiten.

> Wir müssen die Kultur der Straffreiheit beenden, indem wir die Verantwortlichen vor Gericht bringen.

Sechs Jahre später werden wir kommendes Jahr im November 2019 Gastgeber einer internationalen PSVI-Konferenz sein, um weitere Aktionen weltweit anzuregen und fortwährendes britisches Engagement im Kampf gegen sexuelle Gewalt in Krisengebieten auf globaler Ebene zu zeigen.

Am vergangenen Wochenende war das Vereinigte Königreich Gastgeber eines PSVI-Filmfestivals, bei dem Regierungen, internationale Organisationen, die Zivilgesellschaft, Opfer, Parlamentarier und die Öffentlichkeit in London zusammenkamen, um eine Sensibilisierung für diese abscheulichen Verbrechen zu bewirken und Engagement für weitere Aktionen anzuregen. Es ist dies einer der vielen Meilensteine im Vorfeld der internationalen PSVI-Konferenz im kommenden Jahr.

Auch Luxemburg befürwortet nachdrücklich größere Anstrengungen im Kampf gegen sexuelle Gewalt in Krisengebieten. Am 26. und 27. März 2019 wird das Land mit Großherzogin Maria Teresa als Initiatorin Gastgeber einer Konferenz unter dem Titel „Stand, Speak, Rise up to End Sexual Abuse in Fragile Environments" sein. Bei diesem Treffen sollen Möglichkeiten erörtert werden, besser auf die Bedürfnisse der Opfer einzugehen. Daneben soll auf die Rolle von Finanzen und Technologie einschließlich IT eingegangen werden.

In Großbritannien hat die PSVI seit 2012 Zusagen in Höhe von 46 Millionen Pfund bekommen und damit 23 Projekte in 14 Ländern unterstützt. Tausende von Polizisten und Militärangehörigen erhielten Fortbildungen zum Thema sexuelle Gewalt. Darüber hinaus wurden die Möglichkeiten von Regierungen, der Justiz, der Polizei und des Militärs sowie der Zivilbevölkerung zur Beweisaufnahme und Strafverfolgung in kriegerischen Auseinandersetzungen ausgeweitet.

Auf unserer internationalen Konferenz nächstes Jahr feiern wir die Erfolge, tauschen uns aus über beste Praktiken und gehen die verbleibenden Herausforderungen an. Dabei werden wir prüfen, welche Ergebnisse wir in Bezug auf die drei Ziele der PSVI erreicht haben: Gewährleistung von Gerechtigkeit und Verantwortlichkeit, Kampf gegen die Stigmatisierung und Verhindern von sexueller Gewalt in Krisengebieten. Die Konferenz wird den bis dahin gemachten Fortschritt aufzeigen und auf fortbestehende Herausforderungen sowie Bereiche für weiteres Engagement hinweisen. Dabei wird sie sich auf Fallstudien stützen, wie die Rohingya-Krise, den IS (Daesh) und die Krise in der Sahelzone.

Die oben genannten „16 Days of Activism" erscheinen als guter Zeitraum, uns selbst daran zu erinnern, wie viel mehr noch getan werden muss um sicherzustellen, dass den Opfern Gerechtigkeit widerfährt. Wir müssen die Kultur der Straffreiheit beenden, indem wir die Verantwortlichen vor Gericht bringen und stattdessen einen Rechenschaftsmechanismus einführen. Wir müssen auch Strukturen schaffen, die sicherstellen, dass die Opfer den Mut haben, über Erlebtes zu sprechen. Nur so können sie ihre Würde wiedererlangen und ihre Rechte geltend machen.

Sexuelle Gewalt in Krisengebieten zerstört Leben und Gemeinschaften. Jetzt ist nach wie vor die Zeit zu Handeln (#TimeToAct).

* Der Autor ist Botschafter des Vereinigten Königreichs in Luxemburg.

Ein Netz aus Lügen

VON THOMAS SPANG *

Wer einmal lügt, dem glaubt man nicht. Diese Erkenntnis trifft auf Donald Trumps ehemaligen Wahlkampfmanager Paul Manafort zu, der den Sonderermittler in der Russland-Affäre bewusst in die Irre geführt hat. Und das nachdem er eine Vereinbarung mit Robert Mueller getroffen hatte, für Milde beim Strafmaß in vollem Umfang zu kooperieren.

Mueller kommt damit ein wichtiger Zeuge abhanden, dessen Aussagen er nun nicht mehr gebrauchen kann. Keine Jury würde Manafort nur für einen Moment Glauben schenken. Damit muss der Sonderermittler jetzt andere Beweise präsentieren, die eine Kollaboration Trumps mit den Russen belegen. Es scheint, Muellers Team schießt sich dabei auf Wikileaks und dessen Gründer Julian Assange ein. Es gibt erdrückende Hinweise darauf, dass Wikileaks im Präsidentschafts-Wahlkampf 2016 als Drehscheibe für den Austausch und die Koordination mit den russischen Geheimdienst-Hackern diente.

Assange hielt in der Botschaft Ecuadors in London Hof und empfing oder kommunizierte mit einer Phalanx an Trump-Emissären. Darunter nach diversen Enthüllungsgeschichten auch Manafort und andere Vertraute des Präsidenten wie Roger Stone, Jerome Corsi und der britische UKIP-Politiker Nigel Farage.

Wohl als Dank für dessen Vermittler-Dienste hatte Trump den „Brexit"-Architekten als britischen US-Botschafter ins Gespräch gebracht.

Letztlich kann niemand mit Sicherheit sagen, was sich hinter den verschlossenen Türen des Sonderermittlers abspielt. Untypisch für Washington drang von dort bisher wenig nach außen. Nur eines lässt sich mit einiger Gewissheit sagen. Muellers Job ist nach dem Abhandenkommen seines Kronzeugen nicht einfacher geworden.

Julian Assange auf dem Balkon der ecuadorianischen Botschaft. (FOTO: AFP)

* Der Autor ist USA-Korrespondent des „Luxemburger Wort".